

Les jeunes, l'avenir de tous

Mesdames, Messieurs,

Même si les esprits sont déjà manifestement un peu à autre chose, je tiens tout d'abord à vous souhaiter une année positive, constructive, prospective.

Vous êtes peut-être venus parce que vous êtes impatients de connaître notre coalition préférée... Arc-en-ciel, jamaïcaine, melon, olivier, tomate écrasée au cassis ? Allons-y, la voici, droit au but !

Notre coalition : c'est la coalition des générations. Celle du rassemblement. Le lien entre tous, ce sont les jeunes. Ils sont l'avenir de tous ! Nous voulons leur offrir des perspectives, arrêter de les assombrir, leur faciliter l'avenir. Nous devons nous mobiliser pour leur formation. Pour leur première expérience professionnelle. Pour leur premier logement.

Cette jeunesse en mouvement, épanouie, c'est aussi la meilleure garantie pour des soins de santé de qualité pour tous, pour la valorisation des pensions. Une jeunesse impliquée, passionnée, reconnue et respectée, c'est l'antidote contre le mal-être, la violence, les dépendances. Laissons monter les entrepreneurs de l'avenir !

Chaque génération a des défis à relever. Mais cette génération-ci est abreuvée de mauvaises nouvelles, de discours pessimistes. Elle entend dire et répéter que son avenir est bouché. Dans l'espace démocratique, nous avons, vous – la presse – et

nous – responsables politiques – des rôles différents. Mais à l'égard des jeunes, nos responsabilités ne se rejoignent-elles pas pour dégager l'horizon, leur donner des perspectives, changer de regard sur l'avenir ? C'est une réflexion que je veux partager avec vous ce midi.

Cette année a démarré sur un ring avec ses "je t'aime, moi non plus", avec le petit jeu des coalitions, les scénarios politiques, les petites stratégies, la nervosité croissante... Tout cela nous distrait du débat d'idées. L'enjeu, c'est ce que nous voulons, devons faire pour la nouvelle génération.

Nous voulons donc une coalition qui réunit plutôt que de diviser, qui motive plutôt que d'injurier, qui construit plutôt que de détruire, une coalition autour de la nouvelle génération, celle des jeunes qui aujourd'hui veulent créer, entreprendre, s'épanouir.

Ouvrir l'avenir des jeunes, c'est le chantier absolu de la prochaine législature. Nous devons leur donner de l'espace pour créer, pour prendre la parole, pour réaliser leur propre projet de vie, se réunir autour d'un nouveau modèle humain. C'est dans cet esprit que nous avons lancé l'opération IDéesH, qui se prolonge pour leur permettre, à chacun, de participer à notre propre projet politique.

Plus précisément, il y a trois choses à faire. Au moins. Mais nous commencerons par celles-là :

- La première chose, c'est l'accès et le développement des connaissances : priorité à la maîtrise des savoir de base, à la qualité de l'infrastructure scolaire (et au nombre de places disponibles), à la capacité de développer un projet éducatif pour chaque jeune. Il s'agit là de leviers particulièrement efficaces pour réussir son parcours de formation. Nos ministres de l'Enseignement ont posé les bases de l'école de demain, une école apaisée. Elles l'ont fait notamment en engageant près de 1500 personnes en plus dans les écoles. Nous l'avons fait, et cela en période crise. Nous avons posé les jalons pour une collaboration décomplexée entre les écoles des différents réseaux. Notre bilan, notre crédibilité, c'est aussi plus qu'une promesse, c'est le changement qui se concrétise.

La priorité, c'est aussi de connecter l'école à son environnement. J'ai rencontré récemment un directeur d'école qui a multiplié les liens avec les entreprises du coin. Le résultat est là. Les jeunes qui sortent de cette école trouvent un emploi. Je rencontre aussi de nombreux entrepreneurs qui me disent : même si un moment on perd certains avantages liés à l'embauche, une fois que le lien est créé, qu'on se connaît, on poursuit la collaboration. Nos ministres de l'Emploi ont pris des mesures pour augmenter les possibilités de stages.

Il y a aussi des écueils d'accès aux études. Nous voulons les lever. Par exemple le coût des kots pour lequel nous proposons un crédit d'impôt pour soulager les familles.

- Notre deuxième point d'action, c'est l'emploi. Et singulièrement, le premier emploi, la première expérience professionnelle. Pour beaucoup de jeunes, c'est le cap à franchir. Pour beaucoup de jobs, il faut une expérience professionnelle.

Nous voulons **supprimer les cotisations sociales pour tous les travailleurs sans expérience professionnelle**. L'employeur ne paierait aucune cotisation la première année et puis cet avantage diminuerait progressivement les deux années suivantes. On évite ainsi l'effet d'aubaine et on donne toutes les chances à ce premier contrat de travail de durer.

Dans le même ordre d'idées – créer cette première accroche décisive avec le marché du travail –, nous voulons que toutes les expériences utiles soient valorisables. Nous voulons qu'un jeune qui se prend en main ne perde pas ses droits et puisse même faire valoir cette expérience. Un engagement international dans une ONG reconnue, un service civil volontaire, une activité de bénévolat doivent être reconnus à leur juste valeur. Plus question de perdre ses droits aux allocations familiales. Ce parcours doit compter pour le stage d'insertion.

- Le troisième point, c'est le premier **logement**. Aujourd'hui, quoiqu'elles s'en défendent, de nombreuses banques ont dû restreindre considérablement leur politique de crédit et exigent des efforts propres qui atteignent jusqu' à 30 voire 50% du prix d'achat frais compris alors qu'elles finançaient parfois jusqu'à 110% du prix de vente avant la crise. Nous connaissons la mécanique et son

explication. Mais la conséquence, ce sont les jeunes ménages qui la paient cash. Il y a pourtant des solutions, nous les défendrons. Du côté de la régulation financière mais aussi sur le plan fiscal et juridique. Nous proposons :

- D'étaler le paiement des droits d'enregistrement sur 5 à 10 ans pour la première habitation.
- D'acquérir le terrain de manière différée. En prenant une emphytéose par exemple, on est à une quasi-propriété, sans devoir payer le terrain. On peut ainsi préparer l'acquisition du tréfonds avec un peu de temps devant soi pour épargner et constituer le capital nécessaire.
- De réserver 10% à 20% des surfaces nouvelles à des jeunes souhaitant entrer dans ce mécanisme. Ce serait comme une charge d'urbanisme, avec un avantage pour le promoteur, c'est d'avoir des acquéreurs qui sans ce mécanisme ne seraient pas venus du tout.

C'est un magnifique exemple de ce que nous pouvons faire avec un peu d'imagination, en mobilisant et rassemblant, des partenaires financiers soucieux de leur engagement sociétal, des entrepreneurs, des architectes et surtout les jeunes eux-mêmes.

Enfin, nous devons leur proposer **un projet pour notre pays**, un projet auquel tous les jeunes pourront apporter leur propre contribution. Bien sûr, nous avons travaillé à pacifier les choses, à dépasser la crise, à stabiliser la Belgique. Au gouvernement fédéral, en travaillant avec les autres partis, nous avons transformé un affrontement communautaire en projet de réforme. Les Régions se mettent à la tâche pour préparer l'accueil des nouvelles compétences. C'était la base mais les institutions ne sont pas l'alpha et l'oméga de l'existence humaine. Maintenant, il faut un projet politique d'avenir.

Pour réussir cette coalition des générations, il y a deux démarches absolument nécessaires.

La première, c'est **rassembler, unir, fédérer**. Rassembler les hommes et les femmes avant de rassembler les partis et les intérêts particuliers. Rassembler ceux qui entreprennent et ceux qui veulent travailler, ceux qui ont besoin d'un soutien et

ceux qui ont les moyens d'y contribuer, ceux qui ont du talent à partager et ceux qui veulent apprendre.

Le deuxième axe, c'est **innover**. Innover, c'est une démarche, active, personnelle, à laquelle chacun peut adhérer. Innover, c'est se prendre en main. Pas pour se débrouiller tout seul mais aller vers l'autre pour conjuguer des talents, créer de nouveaux services, apporter des réponses plus humaines à nos besoins quotidiens.

Dépasser la crise exige de se dépasser soi-même. Et renoncer aux vieilles recettes de ceux qui disent : hé, hé, si on essayait encore une fois. Le nationalisme, on a déjà vu – et trop vu – à quoi cela conduisait. Le capitalisme, on a déjà vu aussi – trop bien vu – à quelle déshumanisation, à quelle catastrophe cela conduit. L'étatisme qui veut exercer à la place des hommes et des femmes leur propre responsabilité, on voit – on voit très bien à quoi cela conduit. L'humanisme, voilà la seule voie d'avenir qui recentre notre développement sur l'essentiel, le développement humain !

2014, doit donc être une année pour rassembler, pour cultiver le goût de l'autre. Pas une année pour diviser, séparer, reléguer, se replier sur des acquis, etc. Nous ne voulons pas de petites stratégies, des alliances croisées, des coups à deux bandes, des rapprochements de circonstances, des courbettes ou des coups bas. Ce que nous voulons, au-delà de tout parti, c'est renouer un pacte de confiance avec tous les citoyens. Nous voulons rassembler les francophones – les Belges – autour d'un projet commun : réunir toutes les générations autour des jeunes et avec eux.

Des générations réunies autour d'un projet partagé, c'est tout ce que nous souhaitons pour les 2014 et les années qui viennent. La coalition des générations, c'est du Bonheur partagé !

C'est tout ce que je vous, nous, souhaite pour 2014 ! Excellente année !

Bonne journée !

Benoît Lutgen